

Citoyen du monde à Montrouge

Numéro 117, Juin Juillet Août 2014

Le changement, c'est maintenant ! En France et en Europe !

En France

Après l'électrochoc des élections européennes, il apparaît clairement que **la gauche est menacée de disparaître durablement** (un quart de siècle ?) du paysage politique.

L'abstention très élevée – près de 57 % – est particulièrement marquée chez les électeurs de gauche. Du coup, le total des voix de gauche tombe au-dessous de 33 % (14 % pour le PS, 9 % pour EELV, 6% pour le Front de gauche, 3 % pour le tout nouveau parti Nouvelle Donne).

Marine Le Pen, en gommant les outrances de son père et en accaparant les thèmes de la France et de la liberté, a su atteindre le score considérable de 25 %, en attirant 43 % des ouvriers, 38 % des employés et 37 % des chômeurs qui ont pris part au vote (contre, respectivement, 8 %, 16 % et 14 % pour le PS). Son discours, d'une redoutable habileté, doit être combattu sur un double plan.

D'abord, la sortie de l'euro, pour laquelle elle milite, entraînerait, les Français le savent, des effets en chaîne catastrophiques. Chaque pays de l'Union européenne, pris séparément, serait perdu dans la spirale infernale d'une guerre commerciale et monétaire qui risquerait fort d'empêcher toute possibilité de coopération entre peuples européens : dévaluations en cascades, dumping social et fiscal, tensions xénophobes...

Ensuite, elle détourne une importante partie des couches populaires de la question sociale, pourtant essentielle, vers des questions ethniques et religieuses fantasmées. Les populations musulmanes ne sont pas communautarisées. La société change à toute vitesse. Les mariages mixtes sont en hausse. Chez les secondes générations d'enfants issus de l'immigration, il y a une demande d'Etat, mais d'un Etat non discriminatoire. Le modèle français d'intégration fonctionne bien (*Olivier Roy, Le Monde, 30 mai*). Les vrais ennemis des citoyens, ce ne sont pas les immigrés ou les étrangers, ce sont les oligarques (les fameux 1%, comparés aux 99 % que nous sommes).

Ce que les électeurs ont sanctionné, c'est la soumission de François Hollande aux politiques européennes d'austérité, elles-mêmes imposées par ces oligarques.

François Hollande espérait que ces élections amèneraient une Commission européenne plus souple quant aux délais du remboursement de la dette, donc un léger desserrement des contraintes pour la France. La majorité au Parlement européen n'a guère été modifiée : il n'y a donc rien à attendre de ce côté. La France est et restera sous le coup d'une procédure pour déficit excessif. Rappelons que le gouvernement français s'est engagé à ramener son déficit annuel sous la barre des 3 % du PIB à l'horizon 2015, après avoir obtenu un délai supplémentaire de deux ans.

François Hollande persiste à tout attendre d'un hypothétique retour de la croissance tout en conduisant une politique d'austérité qui la limite durablement. Il est fort à craindre que les 190 000 emplois espérés en contrepartie des 10 milliards d'euros d'exonération de cotisations patronales et les 300 000 emplois attendus grâce aux 20 milliards d'euros du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ne seront pas au rendez-vous. Le patronat fait traîner en longueur les discussions sur le « pacte de responsabilité », empochant les cadeaux, sans rien lâcher en contrepartie. Pied de nez au gouvernement, le patron du Medef, peu après avoir réclamé « un réaménagement » (comprenez : « une diminution ») du Smic, s'est octroyé une hausse de 29 % de sa rémunération en tant que patron de Radiall (électronique)...

Le gouvernement en vient à envisager des mesures antisociales telles que le gel du point d'indice des fonctionnaires, ou la réduction du coût de l'heure payée par les ménages aux salariés employés à domicile, ou encore le gel des seuils sociaux (qui imposent aux entreprises d'au moins onze salariés

d'avoir des délégués du personnel, et à celles ayant au moins cinquante salariés de constituer un comité d'entreprise). Même la CFDT commence à renâcler et à douter...

Bref, le « **Pacte de responsabilité** » est en train d'échouer.

Dans ces conditions, la focalisation sur le « mille feuilles territorial », dont il serait vain d'attendre des économies substantielles à court terme, et qui risque au contraire d'éloigner les élus et les services publics des citoyens et des usagers, ne peut être comprise que comme une opération de diversion.

Il faut donc, sans plus attendre, une autre politique. Le changement, c'est maintenant !

La France doit retrouver des marges de manœuvre en réduisant sa dette (qui pèse lourdement sur les finances publiques).

Les dettes sont souvent longues à résorber : la ville de Montréal, qui organisa les Jeux olympiques de 1976, a fini de rembourser les dettes contractées à cette occasion ... en 2006. Le Royaume-Uni a mis un siècle, de 1815 à 1914, pour se débarrasser, par une politique d'austérité, de l'énorme dette publique issue des guerres napoléoniennes (*Piketty*).

Mais notre pays a su dans des circonstances exceptionnelles se débarrasser de sa dette. En 1945 fut institué un impôt de solidarité nationale qui comprenait un prélèvement exceptionnel sur la valeur de tous les patrimoines estimée au 4 juin 1945, à des taux allant jusqu'à 20 % pour les patrimoines les plus élevés, et un prélèvement exceptionnel pesant sur tous les enrichissements nominaux de patrimoine survenus entre 1940 et 1945, à des taux allant jusqu'à 100% pour les enrichissements les plus importants (*Piketty, encore*) [*Rappelez-moi qui était à la tête de l'Etat, alors ?*]... Ce fut le début des « Trente Glorieuses ».

Les circonstances, aujourd'hui, ne sont heureusement pas si dramatiques. Mais elles sont suffisamment sérieuses (chômage très élevé, en particulier chez les jeunes, montée des inégalités, forte progression d'un parti héritier du pétainisme) pour justifier des mesures énergiques.

Pourquoi ne pas instituer une taxe exceptionnelle sur les grandes fortunes, appliquée une fois, mais à un niveau qui permette d'effacer d'un coup la dette ?

Le Fonds monétaire international a jugé intéressante cette idée, proposée notamment par Thomas Coutrot (porte-parole d'Attac). La redistribution des richesses diminue la rente, stimule la consommation. La fortune des 1% les plus riches a beaucoup augmenté ces trente dernières années, et leurs impôts, beaucoup diminué...

Il y a au Parlement une majorité pour voter une telle mesure, qui donnerait un signal fort au pays, un nouvel élan, et qui conduirait à une recomposition, une clarification et une réorientation politiques.

Au sein du PS, de plus en plus nombreux sont ceux qui considèrent que la politique menée conduit inexorablement à la débâcle en 2017, et qui jugent nécessaire une réorientation de la politique.

Il existe et c'est une grande nouveauté dans l'histoire de la V^e République, plus de 100 députés qui ont lancé (et progressivement, après les municipales et les européennes, jusqu'à 150 qui s'y reconnaissent) un appel pour réorienter la majorité de la gauche et son gouvernement. Ils s'opposent aux cadeaux de 35 milliards sans contrepartie au Medef, et aux 50 milliards d'austérité prévus sur les 3 budgets de la Sécurité sociale, des collectivités territoriales et de l'État. Du 20 au 22 juin, ils vont se retrouver, dans un rassemblement national co-organisé par différentes sensibilités du Parti socialiste, à Bellerive-sur-Allier.

Bruno Le Roux (président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale) appelle à l'association des forces intellectuelles, culturelles, économiques et sociales au travail permanent de refondation idéologique et culturelle. Il souhaite ouvrir des assises permanentes de la gauche. Pour lui, « le réformisme radical doit guider le PS ». Jean-Christophe Cambadélis (premier secrétaire du PS), veut quant à lui ressusciter la gauche plurielle, tendre la main aux écologistes, aux communistes et aux radicaux, ainsi qu'aux proches de Jean-Pierre Chevènement et de Robert Hue, puis dans un deuxième temps à Jean-Luc Mélenchon (*Le Monde, 29 mai*).

« Une majorité rose-vert-rouge est devenue possible », estime Christian Picquet (porte-parole de Gauche unitaire, une des composantes du Front de Gauche), qui appelle à des « Assises de la gauche ». « Le temps est moins que jamais aux incantations, aux dénonciations, aux proclamations d'une « opposition de gauche », car nos concitoyens ressentent ces postures comme l'alibi d'une impuissance à changer concrètement les rapports de force politiques » (*Politis, 8 mai*).

Pour bien marquer le coup d'envoi d'une nouvelle politique, le gouvernement pourrait proposer de soumettre la question de la taxe exceptionnelle sur les grandes fortunes au peuple français par **référendum**.

Souvent, dira-t-on, les Français ne répondent pas à la question posée, mais pour ou contre le Président. Pour éviter toute confusion avec un plébiscite, le Président annoncerait qu'il ne se sentirait pas tenu de démissionner en cas de vote négatif. Nul doute qu'alors une forte majorité se prononcerait en faveur de cette mesure.

Sans attendre, un vaste mouvement populaire pourrait réclamer ce référendum.

Au-delà de la situation spécifiquement française, un tel référendum aurait l'intérêt d'attirer l'attention sur un phénomène très préoccupant : au niveau mondial, les inégalités progressent rapidement, au point qu'elles sont en passe de retrouver, dans les pays occidentaux, les niveaux d'avant la Révolution française ou du début du XX^e siècle. **Si la tendance américaine devait se poursuivre, en 2030, en y consacrant une faible part de leur revenu, les 10 % du haut pourraient embaucher comme domestiques une bonne part des 50 % du bas (Piketty)**. La mainmise des oligarques sur l'économie mondiale est déjà très forte, elle s'accroît rapidement, elle parvient à faire reculer le périmètre des Etats, à réduire le champ des services publics, elle n'a de cesse de conquérir les domaines de la santé et de l'éducation, et, *in fine*, elle va finir par asservir les populations. Il est temps de réagir, la France peut donner le signal de la reconquête démocratique.

L'effacement de la dette, grâce à cette taxe exceptionnelle sur les grandes fortunes, devrait être accompagnée d'une **vraie réforme fiscale** (baisse de la TVA, en contrepartie d'un impôt progressif sur le revenu, élevé sur les hautes tranches) afin d'éviter que perdure le creusement des inégalités.

Elle permettra d'engager enfin **une autre politique** : de se lancer enfin dans la **transition énergétique**, absolue nécessité pour freiner le changement climatique (là aussi, la France montrerait ainsi la voie, avant le prochain sommet mondial, qui doit se tenir justement en France) ; et de relancer la **réduction du temps de travail** (la RTT de Lionel Jospin et Martine Aubry a permis la création de 350 000 emplois, et il y en aurait eu bien plus si le processus n'avait pas été interrompu ; elle a constitué un puissant instrument de rééquilibrage entre le travail et le temps familial, et, de ce fait, entre hommes et femmes). C'est une solution déterminante pour faire reculer immédiatement le chômage, dont les effets sur la société sont mortifères.

En Europe

La très forte abstention, et la montée de l'extrême-droite et des partis nationalistes, observées dans toute l'Europe, sanctionnent les politiques européennes d'austérité, au service des oligarques : rétrécissement de l'Etat, réduction des services publics, pression sur les salaires, précarité généralisée, inégalités accrues (*voir plus loin, rubrique Europe*)...

Non seulement ces politiques entraînent de grandes souffrances pour les peuples, mais en plus elles sont inefficaces pour atteindre le but qu'elles prétendent poursuivre : l'austérité imposée conduit à la stagnation de l'économie, qui empêche de **résorber la dette**. Avant la crise, la dette publique grecque, par exemple, atteignait 120 % du produit intérieur brut ; aujourd'hui, elle atteint 180 % (*Alexandre Tsipras, Le Monde, 6 juin*).

Pour l'Union européenne, comme pour la France, il est urgent de changer de politique.

Paradoxalement, même si la composition du Parlement n'est guère modifiée, le moment est peut-être favorable, tant le rejet par les peuples est palpable, et tant il est patent que la politique menée jusqu'à présent nous conduit dans une impasse.

Le changement de politique passe par un **changement des institutions**.

« Dans les pays totalitaires de type soviétique », écrit Tzvetan Todorov (*Le Monde*, 9 mai), les exigences économiques étaient soumises au diktat politique. On connaît le résultat : les étals des magasins éternellement vides, la pénurie permanente, la population déployant des trésors d'ingéniosité pour subvenir à ses besoins. Mais dans le monde contemporain de l'économie globalisée, apparaît un danger inverse : l'économie s'affranchit de toute dépendance par rapport au politique, elle tend même à mettre ce dernier à son service. Le terme de « démocratie » se vide de son sens, ce n'est plus le peuple qui détient le pouvoir, mais les multinationales, ce qui, en fin de compte, revient à dire que quelques individus, puissants car riches, décident du destin des peuples.

Pour réussir là où les Etats individuels seraient condamnés à l'échec, **l'UE devrait renforcer son unité**. Cette évolution devrait s'accompagner d'une **démocratisation**, ce qui implique un transfert de pouvoir, du conseil des ministres, réunissant les chefs des Etats membres, au Parlement européen, où siègent les élus des peuples eux-mêmes. C'est au Parlement que devrait revenir la tâche d'élire son organe exécutif, la Commission, dont le président serait en même temps le président de l'Union. »

Le principal obstacle à cette perspective, c'est la Grande-Bretagne.

« Amis Anglais, sortez de l'Union européenne mais ne la faites pas mourir », adjure Michel Rocard (*Le Monde*, 5 juin), dans un article inspiré où il retrace l'historique, en commençant par rappeler l'exhortation de Churchill, en 1946, aux nations de l'Europe continentale à « construire les Etats-Unis d'Europe, qui recueilleraient alors l'appui enthousiaste, de l'extérieur, de la Communauté britannique ». « Mais vous vouliez faire du commerce, et ne pensiez qu'à cela. Notre président de la République [de Gaulle] disparu, vous entrez. Jamais, ensuite, vous n'avez permis le moindre pas en avant vers un peu plus d'intégration, un peu plus d'espace pour des décisions vraiment communes (...) Pour le cœur de l'économie, la fiscalité, le droit des conflits, la représentation des forces sociales, vous exigez et imposez que l'unanimité demeure la méthode exclusive de prise de décision. Vous avez voulu la paralysie. Vous soutenez tous les élargissements, mais jamais vous n'avez permis le moindre approfondissement. L'Europe demeurera entravée et mal gérée, géant économique et nain politique(...) Lorsque des règles vous déplurent, vous avez arraché leur violation par des accords de dérogation.

(...) C'est enfin au Parlement européen qu'il reviendra de définir la majorité soutenant la Commission européenne. Cela ne touche guère à l'essentiel, mais c'est un début, une manière de chercher à retrouver l'intérêt et le soutien de l'opinion. J'ai pour ma part voté Martin Schulz. J'ai peur pour l'Europe ou ce qu'il en reste de voir à sa tête quelqu'un qui a approché de trop près la pensée monétariste. Mais les urnes ont parlé. Même relative, il y a une majorité. Son chef est Jean-Claude Juncker, un fédéraliste courageux et tenace. La démocratie exige qu'il devienne président de la commission européenne.

Voilà que vous voulez l'empêcher. Vous tentez de casser là l'émergence enfin d'un processus démocratique en Europe (...)

Et puis vous faites semblant de vouloir vous en aller, la majorité de votre peuple n'affiche pas de doute là-dessus. Mais vous avez encore quelque intérêt bancaire à profiter du désordre que vous créez... Partez donc avant d'avoir tout cassé ! »

En attendant ce départ hypothétique (et qui serait un déchirement : nous n'oublierons jamais, et Michel Rocard le rappelle dans son article, notre dette immense pour leur courage et leur ténacité, quand vint la menace de l'apocalypse ; ni qu'ils inventèrent la démocratie et les droits de l'homme il y a près de trois cents ans), **il faut renforcer et démocratiser la zone euro**, dont nos amis Anglais ne font pas partie.

C'est ce que propose Thomas Piketty (*Le Monde*, 21 mai) : « pendant longtemps, on a cru qu'un grand marché avec une concurrence libre et parfaite était suffisant pour fonder un projet politique ; on a ajouté l'euro, en redoutant l'inflation et en se méfiant des Etats. L'idée d'une monnaie sans Etat a germé à ce moment-là. C'est une folie. On a besoin d'un minimum d'union budgétaire et fiscale et pour cela d'un minimum d'union politique, démocratique.

Cela exige non pas de faire le deuil de l'Europe à 28, mais d'accepter qu'il y ait, de façon plus ou moins durable, deux architectures politiques, démocratiques en Europe. Un noyau dur autour de la zone euro est nécessaire. Tous les pays voudront-ils une telle intégration ? Il faut avoir une approche ouverte, laisser le choix, sans laisser des pays bloquer le processus.

A côté du Parlement européen, on devrait avoir une chambre qui représenterait les Etats, avec des députés de leur Parlement national, à proportion de la population de chaque pays(...).

Il faut déléguer uniquement les sujets où la souveraineté nationale est devenue un mythe, par exemple l'impôt sur les sociétés.

Il faudrait mettre en commun les dettes dépassant 60 % du PIB dans un fonds capable d'emprunter aux marchés. Les pays remboursent au prorata de ce qu'ils ont mis. L'objectif est de réduire ce fonds à zéro. Le Parlement [de la zone euro] fixe le rythme de désendettement.

La France doit assumer des propositions pour démocratiser l'Europe ».

Bonnes nouvelles

L'Etat français pourra s'opposer à la prise de contrôle d'une entreprise dans cinq nouveaux secteurs, considérés comme stratégiques et non plus seulement dans les industries de défense et de sécurité : l'eau, la santé, l'énergie, les transports et les télécommunications (*Le Monde, 16 mai*).

La lutte contre l'évasion fiscale finit par payer. L'Etat prévoit d'encaisser 1,8 milliards d'euros en 2014 au titre des régularisations fiscales (*Le Monde, 21 mai, qui précise : « le 1,8 milliard d'euros récupéré n'est qu'une infime partie du manque à gagner lié à la fraude et à l'optimisation fiscales en France –dont le montant serait de 60 à 80 milliards par an*). Les établissements financiers ont jusqu'au 30 juin pour publier la liste de leurs activités dans les places offshore. BNP Paribas emploie 222 personnes à Jersey, 1514 en Suisse, et 1632 à Singapour (*Le Monde, 22 mai*).

Bruxelles s'attaque à l'optimisation fiscale des multinationales. La Commission devrait ouvrir une enquête formelle sur les avantages fiscaux accordés par l'Irlande, le Luxembourg ou les Pays-Bas à des sociétés comme Google ou Apple. Apple s'est par exemple acquitté en 2013 de taxes ne représentant que 3,7 % de ses revenus hors des Etats-Unis. (*Le Monde, 12 juin*). Des sénateurs américains veulent geler les délocalisations fiscales (la volonté de Pfizer de racheter AstraZeneca pour réduire son impôt incite des élus à légiférer). La lutte contre l'optimisation fiscale irrite les grandes entreprises américaines (*Le Monde, 24 mai, 5 juin*).

Göteborg teste la journée de travail de six heures. Ville dirigée par une coalition rassemblant les sociaux-démocrates, les Verts et le Parti de gauche, Göteborg va tester la journée de six heures, contre huit heures aujourd'hui. L'ambition de la deuxième ville de Suède est de créer plus d'emplois et de favoriser une meilleure santé chez les salariés, avec l'espoir que le projet se révèle rentable à terme (*Le Monde, 20 mai*).

Changement climatique et environnement

Barak Obama annonce de nouvelles normes antipollution, qui conduiront à une réduction des émissions du millier de centrales fonctionnant aux énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) de 30 % d'ici à 2030 par rapport à 2005. « Cette réforme est la plus ambitieuse jamais prise par un gouvernement américain pour lutter contre le changement climatique. Mais pour que l'accord de Paris soit à la hauteur de ce qui est nécessaire pour contenir le réchauffement en deçà de 2 %, tous les pays, y compris les Etats-Unis, devront faire bien plus », a souligné la commissaire européenne au climat (*Le Monde, 4 juin*).

Plus gros pollueur au monde, la Chine pourrait fixer un plafond à ses rejets de CO₂. Mais ce seuil ne sera connu qu'en fin 2015, car Pékin n'entend pas brider son développement économique. La pollution s'est imposée parmi les principales préoccupations des citoyens chinois (*Le Monde*, 5 juin).

Irak : Les djihadistes s'emparent du nord de l'Irak.

En 2003, au nom de la guerre contre le terrorisme, l'Amérique envahissait l'Irak. Onze ans plus tard, sur les décombres d'une folle invasion, le djihadisme triomphe en Irak ! Ultime désastre pour Washington. Tragédie sans fin pour les Irakiens et les Syriens. Menace à venir pour les Européens (*Le Monde*, 12 juin).

Mondial de football

Chaque année via les paris sportifs, 102 milliards d'euros quittent les mains des organisations criminelles pour intégrer l'économie mondiale. Malgré des contrôles renforcés, les sommes drainées pendant le Mondial attisent les convoitises (*Le Monde*, 14 juin).

Europe

Grande Bretagne (la précarité)

Le recours aux « zéro heure » a explosé en Angleterre avec la crise. Ces contrats ultraprécaires, créés en 1996, tiennent les salariés à la disposition de leur employeur comme s'ils étaient d'astreinte, sans leur garantir ni travail ni rémunération. 1,4 million de salariés sont concernés et 13 % des employeurs y recourent (50% dans le tourisme, la restauration et l'alimentation). Parmi ces salariés corvéables à merci, on trouve essentiellement des femmes, des moins de 25 ans et des plus de 65 ans. Et d'après le *Guardian*, ceux qui refusent de s'y soumettre sont parfois exposés à la perte de leurs allocations sociales. Or ces contrats ne sont pas en conformité avec le droit du travail européen (*Alternatives économiques*, juin).

Grèce (le dépérissement de l'Etat au profit des oligarques).

Pour rembourser sa dette, l'Etat met en vente les plages grecques d'Elafonissos, petit paradis... Plus de 90 plages sur des dizaines d'îles et en Grèce continentale sont en vente, avec des dizaines de ports et de marinas, dont celles d'Hydra ou d'Epidaure, 37 aéroports régionaux, dont ceux de Thessalonique, Santorini ou encore Mykonos, et des dizaines de propriétés immobilières de l'Etat grec. Sont aussi en vente les compagnies des eaux des villes d'Athènes et de Thessalonique, la compagnie de raffinage et de distribution du pétrole, la compagnie nationale d'importation et de distribution du gaz naturel, la compagnie ferroviaire nationale Trainose. Faute d'investisseurs étrangers, les privatisations tombent –comme c'est étrange !- entre des mains amies des partis au pouvoir (*le Monde*, 14 juin. *Le quotidien vespéral des marchés se permet cependant des titres succulents, comme ceux-ci du 10 mai : « Athènes a fait beaucoup de réformes, mais a esquivé les plus importantes », ou : « La Grèce va mieux, les Grecs ne le savent pas encore ». Les citoyens se mobilisent contre la privatisation de l'eau, au sein de la coalition SOSSte to Nero (Sauvez l'eau). Au niveau européen, Right2Water a interpellé la Commission, qui a reconnu que l'eau est un « bien public » mais s'est refusée à légiférer).*

C'est une coalition droite-socialiste qui est au pouvoir en Grèce. Le parti de gauche radicale Syriza est arrivé en tête de l'élection européenne, avec 26,5 % des voix, largement devant le parti conservateur (Nouvelle Démocratie), 23 %, le parti néonazi (!) Aube dorée 9 %, le parti social-démocrate, 8 %. A l'occasion d'un remaniement ministériel, le 9 juin, Makis Voridis, ami de Jean-Marie Le Pen et ancien cadre du parti d'extrême droite, La Laos, aujourd'hui membre de Nouvelle Démocratie, devient ministre de la santé.

Alexis Tsipras (Syriza) dénonce « la colonisation du sud de l'Europe », et demande une restructuration (annulation partielle) de la dette grecque. Il soutient le choix de M. Junker à la tête de la Commission : « bien qu'opposant farouche à sa politique, je reconnais son droit à présider la Commission car son parti a remporté le plus de sièges aux élections. Si cela ne se produit pas, alors l'Europe n'a pas d'avenir. Nous avons engagé un processus –même si ce n'était qu'un premier pas-

de démocratisation visant à exposer au vote des peuples les partis du Parlement au travers des candidats représentant chaque parti. On a fait une campagne, on a débattu, et maintenant, on nous dit que tout ça était pour rien ! » (*Le Monde*, 6 juin).

Italie. Rome lance officiellement la privatisation de La Poste (*Le Monde*, 18-19 mai).

Le Parti démocrate de Matteo Renzi a remporté haut -la- main les élections européennes, avec 34,5 % des voix, loin devant le Mouvement 5 Etoiles de Peppe Grillo (25, 5 %) et Forza Italia, le parti de droite de Berlusconi (17 %). Les élus du PD seront les plus nombreux (31) au sein du Parti des socialistes européens. Matteo Renzi présidera l'UE pendant les six prochains mois : « il faut soutenir cet axe franco-allemand qui a conduit la gauche à soutenir des politiques de droite. La gauche doit redevenir la gauche. Tant que l'Europe ne se dote pas d'une méthode pour combattre le chômage, toute discussion sur les postes sera inutile. Il faut montrer les aspects les plus séduisants de l'Europe, faire rêver : Erasmus, le service civil, les « Etats-Unis d'Europe » qui restent mon horizon. Si l'Europe m'explique dans le détail comment je dois pêcher l'espadon mais qu'elle ne me dit rien sur la manière de sauver un immigrant qui se noie, cela veut dire que quelque chose ne va pas. Je travaille pour donner une âme à l'Europe ». (*Le Monde*, 28 mai, 1^{er}, 2 juin).

Mais le même Matteo Renzi se targue d'ignorer les syndicats. « Tu vois, ça c'est la pièce des négociations sociales, eh bien, c'est fini », a-t-il lancé à Manuel Valls venu lui rendre visite au palais Chigi le 27 avril (Le Monde, 13 juin). ..

Portugal (le dépeçage au profit des oligarques angolais).

Quand Lisbonne parle de vendre 85 œuvres de Miro pour renflouer ses caisses, c'est un millionnaire angolais qui propose de les acheter. Dans le secteur des médias, de l'énergie, de la banque, de la construction ou de l'agroalimentaire, l'Angola est partout, ou presque. L'ancienne colonie aurait investi de l'ordre de 10 à 15 milliards d'euros. Lisbonne accueille à bras ouverts l'argent d'un pays qui ne respecte pas toujours les droits de l'homme. « L'Angola fait partie des pays les plus corrompus au monde », rappelle Joao Paulo Bathalha, de Transparency International.

Un Portugais sur cinq vit avec moins de 409 € par mois. La dette publique reste à près de 130 % du PIB. Le pays dit « au revoir » à la troïka, mais il ne dit pas adieu à l'austérité (*Le Monde*, 10 17 mai).

France (le rétrécissement des services publics).

Quelques titres : Ile-de-France : les transports en mal de financement. L'Etat et la région ne parviennent pas à boucler le plan, de 6 milliards d'euros pour les métros, RER et tramways. L'hospitalisation d'un émir relance le débat sur l'accueil de riches patients étrangers. L'Assemblée nationale vient d'adopter une proposition de loi facilitant les partenariats public-privé (privatisation rampante).

Art de vivre

« Jamais on n'a autant parlé de **cuisine** ; jamais les cuisiniers –considérés comme des domestiques il y a encore un demi-siècle ! – n'ont autant parlé de création culinaire ; et jamais les Français n'ont aussi peu cuisiné au quotidien », déplore Paul Vautrin, savant gastronome... La France, en effet, est le deuxième mangeur de pizzas surgelées après les Etats-Unis, et la chaîne McDonald's y est le premier restaurateur (*Le Monde*, 26-26 mai).

Sommeil. L'adulte américain moyen dort aujourd'hui environ six heures et demie par nuit, soit une érosion importante par rapport à la génération précédente, qui dormait en moyenne huit heures, sans parler du début du siècle dernier où –même si cela paraît invraisemblable – cette durée était de dix heures (*Le Monde diplomatique*, juin).

Formation scientifique

« Depuis 2013, les étudiants qui arrivent à l'université ont une approche « littéraire » de la physique, et des difficultés à modéliser un problème en équation. Ils s'appuient principalement sur l'intuition et l'observation, utilisent peu l'abstraction et ont une culture scientifique vulgarisée mais sans formation scientifique solide. L'université tente d'enseigner, en première année, les concepts de base, mais il est déjà trop tard. La rigueur, le raisonnement, la compréhension des lois et principes se travaillent dès le plus jeune âge, en mobilisant les connaissances lors de la résolution de problèmes concrets et abstraits » (*Mme Garnier-Zarli, universitaire, Le Monde, 15 mai*). « Il y a une absence notoire d'enthousiasme à l'idée de réussir à résoudre un problème. Or, cet enthousiasme doit être pris tout petit, dès la maternelle », complète un enseignant-chercheur ; « les exercices se changent souvent en récitation, en application sans surprise de recettes apprises par cœur sans démonstration et sans compréhension », ajoute Cédric Villani.

Il y a dix ans dans CMM

Projet de « constitution »: les deux sujets qui divisent le plus le Conseil Européen : la pondération des voix au conseil et l'éventuelle référence à l'héritage chrétien de l'Europe. *Mais il est choquant que l'Assemblée prochainement élue n'aura pas à se prononcer, et que le traité en cours de négociation ne laisse aucune place à des alternatives au libéralisme, quand bien même elles seraient souhaitées par la majorité des citoyens !*

Et comme l'observe un fonctionnaire de la Commission : les Etats (et en particulier la France et l'Allemagne) « ont laissé passer le débat sur la Constitution sans y introduire la question de la fiscalité. Ils récoltent ce qu'ils ont semé. Ils vont avoir à affronter des Etats qui feront cavalier seuls pendant longtemps ».

En effet, les uns après les autres, les pays de l'élargissement baissent leur taux de l'impôt sur les sociétés, rêvant de connaître à leur tour le miracle irlandais, où celui-ci n'est que de 12, 5%. *Il est bien temps pour Paris et Berlin de dénoncer ce **dumping fiscal** !* « Si les nouveaux Etats membres maintiennent leur faible fiscalité et font financer leurs infrastructures par l'UE, il va falloir qu'on discute », a déclaré Gherard Schröder.

Le cours du baril de pétrole brut atteint des records : 41, 85\$! (*il est aujourd'hui-14 juin- à 114 \$*).

Courrier des lecteurs

M.R. : Merci pour ce très bon article. Piketty fait sensation un peu partout dans le monde (occidental), il inspire les autorités du ministère des finances du Chili et la Réforme du système d'imposition et il vient d'être invité par le ministre qui est actuellement en visite à l'OCDE à Paris.

JCM : Bravo. J'ai l'impression que la gauche traditionnelle a perdu la bataille des idées, et est en train de tomber le masque. A l'inverse du côté des penseurs ça bouge et il pourrait peut-être en sortir un jour un nouveau logiciel adapté aux problèmes actuels.

Voir ci-après en italique des commentaires ajoutés sur ton texte :

Dès lors que le rendement du capital est supérieur au taux de croissance de l'économie (ce qui s'est toujours vérifié dans l'histoire, sauf pour la période des Trente Glorieuses, en raison de circonstances exceptionnelles qui ne se reproduiront pas *est-ce la raison pour laquelle le bon sens populaire dit : « il nous faudrait une bonne guerre » ?*), il est toujours possible à ceux qui détiennent un capital suffisant d'épargner assez pour que le patrimoine hérité de la génération précédente s'accroisse plus vite que la moyenne de l'économie, et donc pour que les inégalités s'élargissent.

C'est mécanique, inexorable, nul besoin de théorie du complot pour expliquer cela. *Effectivement si le capital est C et son rendement est R avec un taux de croissance T alors le nouveau capital est supérieur si : C*R diminué des dépenses vitales V est supérieur à C*T, ce qui s'écrit C*(R-T) > V. Autrement dit si R=8%, T=4% et V= 20 000 € (Harpagon modeste), Il suffit de 500 000 € pour commencer à s'enrichir en dormant (surtout avec la structure actuelle de l'impôt). C'est hors de*

portée des prolétaires qui sont condamnés par la loi d'airain à rester en deçà pour 2 raisons : $V > c(R-T)$ car la vie est trop chère et c initial trop petit ; et surtout parce qu'on s'arrange pour que les paresseux soient condamnés au travail forcé afin que ce beau système continue de fonctionner (l'angoisse des élites étant que les prolétaires préfèrent rester chez eux vivre des minima sociaux)(...) Si la tendance américaine devait se poursuivre, en 2030, en y consacrant une faible part de leurs revenus, les 10 % du haut pourraient embaucher comme domestiques une bonne partie des 50 % du bas (Piketty). Est-on sorti un jour de l'esclavage ? Certes, la condition du domestique à domicile est plus dure qu'à l'usine (pas d'horaires, pas de syndicat, peu de solidarité ouvrière ...). L'ouvrier est un esclave consentant (pour ne pas mourir de faim) comme l'esclave est consentant pour éviter les coups de fouet. Le fordisme est supérieur à l'esclavage pour tirer le maximum du prolétariat car l'ouvrier est motivé par le travail bien fait. De même aujourd'hui, le cadre motivé est supérieur à l'ouvrier obéissant. « Le nouvel esprit du capitalisme » (L Boltansky E Chiapello, anciennes notes de lecture) montre que les entreprises modernes, notamment dans les services, doivent obtenir l'adhésion (l'amour) du personnel, lequel doit se dévouer corps et âme jusqu'à ses ressources psychiques les plus intimes (imagination).*

De là à penser qu'il n'y a plus de limites... c'est s'aveugler sur la fragilité du système, qui ne tient que par l'amour d'une majorité silencieuse qui peut s'effondrer du jour au lendemain. On peut se demander si les jeunes générations ne sont pas déjà dans une grève du zèle : rien ne les fait plus marrer que l'amour du travail bien fait. Ce n'est pas pour autant rassurant, car on peut sortir du système par le haut ou par le bas, de manière forcément imprévisible, et comme l'Empire Romain décadent nous avons quelques barbares aux portes qui ne rêvent que de mise à sac.

(...) Bill Gates n'a rien inventé, et n'est génial que pour tuer ses concurrents, mais est impuissant face aux logiciels libres qui échappent à ses manœuvres car il ne peut ni les acheter ni les ruiner.

T.V. : 100% d'accord avec ce texte, ce qui est quand même rare chez moi :o).

Concernant la démonstration par l'absurde, je viens de faire la même à Denis Clerc sur le SMIC jeune, en lui opposant que si un SMIC jeune à 80% créait des emplois, un SMIC jeune à 70% en créerait encore plus et bien plus encore un SMIC à 0% pour 20 heures de travail par jour 7 jours sur 7.

En matière de fiscalité, si je suis la démarche de Piketty, je pense qu'il serait bien plus juste et moral de revenir sur 40 ans d'une fiscalité douteuse pour passer une loi des finances correctrice afin de réimposer comme cela aurait dû être dans le cadre d'une fiscalité honnête et responsable les profits. Je pense aussi qu'il faut pénaliser tous les abus de biens sociaux, qui comme tels ne bénéficient pas d'une prescription, et faire passer la justice : rétrocessions, pénalités, amendes, confiscations, collectivisations... Un bon coup de balai le plus juste et le plus précis possible et on n'a plus de problème de dette, ni d'emprunt, ni de chômage, ni de SMIC. A 300 milliards minimum par an d'euros actuels depuis 40 ans, ça fait des sous

Dans le détail je plaide toujours pour une suppression du paritarisme, une abrogation totale des cotisations sociales, une abrogation de l'impôt société et des impôts indirects au profit d'un seul impôt progressif sur le revenu des personnes physiques. Le problème reste que cela ne peut être viable que dans le cadre 'une harmonisation fiscale, d'un échange général des informations fiscales ou mieux une gestion collective internationale des impôts. Je pense qu'il faudrait notamment une agence internationale pour établir et recouvrer l'impôt de tous les contribuables multinationaux. A débattre.

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les numéros à partir de 90 (novembre 2011), ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.